

revue internationale marxiste-léniniste-maoïste
COMMUNISME

N°4 mai, 2017

Marine Le Pen

c'est le fascisme et la guerre !



- ▶ Déclaration commune du premier mai
- ▶ Centre MLM [B] – 12 Thèses sur la Belgique
- ▶ Georgi Dimitrov – Le Fascisme et la classe ouvrière

Maison du Peuple

Il s'agit ici du quatrième numéro, publié en mai 2017, en tant qu'initiative commune de Belgique et de France.

Nous promouvons les sites suivants, en tant que médias révolutionnaires :

massline.net d'Afghanistan,
sarbaharapath.com du Bangladesh,
centremlm.be de Belgique,
lesmaterialistes.com de France.

« Le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIIIe Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

Georgi Dimitrov

SOMMAIRE

- ▶ Déclaration commune du premier mai **page 3**
- ▶ Centre MLM [B] – 12 Thèses sur la Belgique **page 8**
- ▶ Georgi Dimitrov – Le Fascisme et la classe ouvrière **page 19**

Déclaration maoïste commune du premier mai 2017

Ce 1^{er} mai 2017 est marqué par le renforcement historique de la tendance à la guerre impérialiste. Chaque camp fourbit ses armes, renforce ses capacités d'action, promeut le nationalisme.

Le Royaume-Uni bascule dans la sortie de l'Union Européenne avec le Brexit ; en Inde, Narendra Modi organise un régime où l'hindouisme tourne au fanatisme.

Aux États-Unis, c'est Donald Trump, ce milliardaire grossier et borné, qui a pris les commandes ; en Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a renforcé de manière générale ses prérogatives de président s'appuyant sur la religion.

La Chine renforce son armement, venant de lancer un porte-avion construit en toute indépendance ; la Corée du Nord multiplie les tests de missiles dans l'objectif de les doter de têtes nucléaires. Aux Philippines, Rodrigo Duterte dirige le pays avec un populisme nationaliste outrancier ; le Japon a augmenté pour la cinquième fois en 10 ans son budget militaire, arrivant à un niveau record de 1 % du PIB.

Cette tendance est générale, tant dans les pays capitalistes-impérialistes que dans les pays capitalistes bureaucratiques semi-coloniaux. La crise inhérente au capitalisme ne peut pas être résolue et la conquête de profits nécessite davantage d'exploitation à l'intérieur et davantage de tendance à l'interventionnisme.

Il n'y a plus d'autre sortie possible que la fuite en avant, la marche vers la guerre.

Le prix à payer, en cas d'incapacité à assumer cette orientation, est l'effondrement : des pays comme la Libye et l'Irak n'existent déjà plus, dépecés par les autres ; l'Afghanistan et le Venezuela basculent dans le chaos, alors que le Brésil a connu entre 2011 et 2015 davantage de morts par homicide volontaire qu'en Syrie qui connaît pourtant une guerre généralisée.

Vu cet arrière-plan, en ce 1^{er} mai 2017, nous appelons par conséquent les masses populaires de Belgique et de France à être d'une vigilance constante et approfondie quant à la progression électorale de Marine Le Pen.

Son succès électoral au premier tour des élections présidentielles françaises, avec 7,7 millions de voix, renforce, en effet, une double tendance d'importance historique.



Il y a en France la tendance au nationalisme et au corporatisme, c'est-à-dire la soumission complète au capitalisme au nom de l'efficacité du pays sur le plan économique.

Mais il y a également une tendance à l'expansionnisme, au renforcement de la capacité de projection vers l'extérieur – ce qui est une base de l'impérialisme.

Or, la situation historique de la nation belge est connue : elle est marquée par les faiblesses sur le plan de son unification culturelle. Par conséquent, la France tend inévitablement à chercher à satelliser une partie de la Belgique : la Wallonie, voire Bruxelles elle-même.

Il y a ici une convergence d'intérêts entre l'impérialisme français et l'extrême-droite flamande,

qui profiteraient tous deux d'une négation de la nation belge, la dépeçant pour se former de véritables fiefs.

Nous tenons à insister sur le fait qu'il ne s'agit pas ici de voir un complot ou d'imaginer une invasion française, mais de saisir une tendance de fond qui s'appuie d'un côté sur les besoins expansionnistes du capitalisme français en crise, de l'autre sur la tentative de capitalistes flamands de former des fiefs où le nationalisme leur octroierait la suprématie politique.

Il y a là une situation explosive et cela est d'autant plus vrai que l'Union Européenne, cette utopie capitaliste d'une Europe pacifiée, s'effondre toujours davantage sous les coups de boutoir des intérêts nationaux égoïstes, typiques de l'impérialisme.

Les capitalistes ont promis le progrès et la paix, mais chaque capitalisme national en crise ne connaît qu'une porte de sortie, inévitable : le fascisme à l'intérieur et la guerre à l'extérieur, alors que le monde a déjà pu voir les conséquences destructrices de cette loi historique, avec les Première et Seconde Guerre mondiale.

La question belge, à ce titre, n'attire pas seulement l'attention de Marine Le Pen : on peut constater que lors du premier tour des élections présidentielles françaises de 2017, l'ensemble des candidats





« souverainistes »
ou nationalistes
avaient déjà exprimé une
opinion favorable à
l'intégration de la Wallonie dans
la France.

Marine Le Pen avait déjà abordé la
question de manière franche en
juillet 2011, et cela d'autant plus
facilement que l'extrême-droite
flamande est très proche d'elle :

« Si la Belgique venait à éclater, si
la Flandre prenait son
indépendance, hypothèse de plus
en plus crédible, la République française s'honorait d'accueillir en son
sein la Wallonie. Les liens historiques et fraternels qui unissent nos deux
peuples sont trop forts pour que la France abandonne la Wallonie. »

En 2010 déjà, Nicolas Dupont-Aignan parlait « d'oser dire clairement à
nos amis wallons que la France les accueillerait à bras ouverts » ; Jean-Luc
Mélenchon expliquait qu'il était « un « rattachiste » comme on dit. Si
les Flamands s'en vont, si la Belgique s'évapore, alors, que les Wallons
viennent avec nous ».

C'est également le cas de François Asselineau (« dans
l'hypothèse – actuellement peu probable mais pas invraisemblable non
plus – où le courant « rattachiste » (ou « réunionniste ») finissait par
rallier à lui une majorité des électeurs francophones, la République
française devrait accéder à cette demande majoritaire »).

Il va de soi que les velléités expansionnistes françaises tentent de profiter
de la profonde amitié franco-belge pour se justifier historiquement. Il est
très important de démasquer une telle entreprise, afin de véritablement
renforcer les rencontres authentiques entre les peuples, dans un long
processus qui aboutira, en fin de compte, à la République socialiste
mondiale.



Toutefois, il est évident que, de toute façon, aucun processus progressiste ne peut plus exister sur la planète sans être porté par la classe ouvrière, sans rompre avec le pouvoir grandissant des monopoles, sans être en mesure de briser les forces qui développent le fascisme.

Les communistes doivent être, pour cette raison, au premier rang du combat antifasciste, sachant que l'évolution inéluctable du capitalisme aboutit à la formation de deux camps : celui du fascisme, celui de la démocratie populaire, ce dernier étant le terrain naturel des communistes.

Cela demande bien entendu la capacité idéologique de ne pas céder à la démagogie pseudo-révolutionnaire du gauchisme, qui s'oppose à l'antifascisme considéré comme un « compromis » protégeant les institutions bourgeoises.

Le gauchisme se trompe ici, car rien n'est statique dans la société, en raison de l'instabilité inhérente au capitalisme en crise. La bataille pour la démocratie porte en elle, inévitablement, la rupture avec le pouvoir des monopoles qui se renforce de manière toujours plus tyrannique.

Au cours de ce processus, ce sera une tâche historique des communistes que d'organiser les masses de manière générale sur le terrain démocratique de l'antifascisme, avec l'affrontement incontournable, sur le plan militaire, de la réaction et de la révolution.

Il appartient pour cette raison aux communistes de connaître le patrimoine historique du combat antifasciste, notamment des expériences espagnole, grecque, italienne, allemande, belge, française.

La guerre du peuple contre le fascisme



sera inévitablement la séquence historique à venir, qui balayera la tentative du capitalisme de se maintenir malgré sa nature entièrement décadente et destructrice.

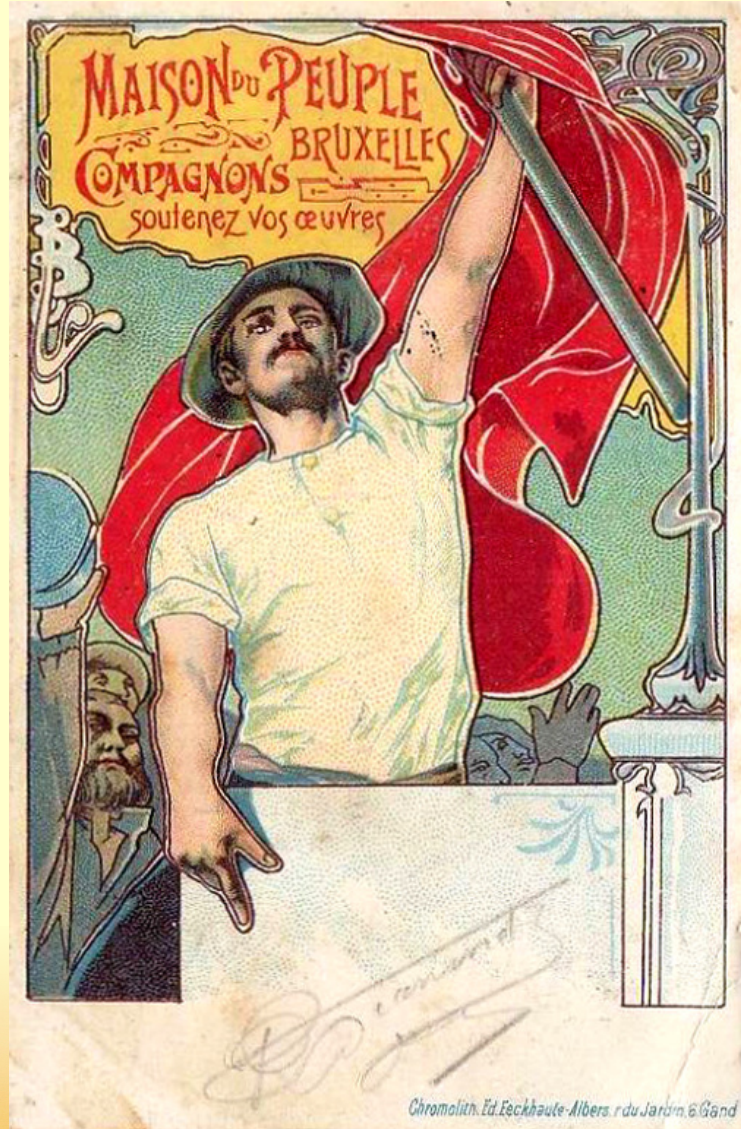
Il est évident, à ce titre, que la question de l'environnement sera un détonateur particulièrement important dans la mobilisation des masses. Cela fait partie du processus de compréhension matérialiste dialectique du monde que vont connaître les masses populaires dans leur opposition toujours plus frontale au capitalisme ne connaissant plus que la voie de la confrontation et de la destruction.

C'est toute une époque nouvelle qui s'ouvre ici, permettant un nouvel élan indéniable à la révolution, à la condition de saisir la réalité de manière adéquate, de bien connaître les caractéristiques historiques de son propre pays.

Voilà pourquoi, en ce premier mai, nous affirmons que l'avenir appartient aux masses populaires, pas au fascisme, et que les masses populaires organisées sauront mener la guerre contre les forces anti-démocratiques cherchant à les empêcher de maîtriser leur destin, d'établir la société socialiste qui correspond à leurs besoins.

Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique
Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)

1^{er} mai 2017



Centre MLM [B]

12 Thèses sur la Belgique



1. La séparation historique entre Belgique et Pays-Bas

La séparation entre la Belgique et les Pays-Bas n'a pas été naturelle ; elle a été précipitée par l'Espagne de Philippe II entendant principalement supprimer le calvinisme porteur d'une démarche anti-féodale, alors que le capitalisme se développait de manière forte dans cette zone géographique.

L'échec à maintenir l'unité tient à de multiples raisons précipitant la défaite militaire dans la partie belge. Autant la Belgique est aisément un lieu de passage, comme en témoignent les multiples guerres qui se sont déroulées historiquement sur son territoire, autant la partie nord était préservée en partie des offensives militaires dans son opposition à l'Espagne par la grande importance des canaux.

Un autre facteur important fut le plus grand développement du capitalisme dans la partie sud, amenant les patriciens et l'aristocratie à vouloir éviter un affrontement ouvert mettant en branle un prolétariat naissant déjà numériquement conséquent et par conséquent menaçant. En témoigne notamment le sort du stathouder et chevalier de la Toison d'or Lamoral, comte d'Egmont, décapité sur ordre du Conseil des troubles au service de l'Espagne.

Enfin, il faut souligner l'orientation maritime des Pays-Bas, qui disposait de plus grands ports que la Belgique et avait davantage d'intérêt à affronter l'Espagne, afin de chercher à briser son monopole maritime en Amérique et en Asie.

2. L'importance du catholicisme

Lors de l'intervention espagnole, il y eut le renforcement naturel des forces catholiques historiquement liées à la féodalité et par ailleurs historiquement mieux implantées dans la partie sud que dans la partie nord.

La principale conséquence de la séparation de la Belgique avec ce qui sera alors les Provinces-Unies consiste de ce fait en le triomphe du catholicisme et une vague de recatholicisation générale de la société, dans l'esprit des *Lettres de Ségovie* de 1566 rédigées par Philippe II d'Espagne.

L'inquisition et un refus féodal de tout qui renforce le capitalisme ont provoqué une stagnation terrible de la Belgique, renforçant d'autant plus l'influence catholique, tant intellectuelle, que culturelle et sociale, notamment avec sa politique de « charité ».

Les états-généraux se réunirent pour la dernière fois en 1600 ; la vie politique et culturelle s'effacèrent alors que le pays devenait une arrière-cour isolée de l'Espagne. La comparaison avec la richesse intellectuelle et culturelle historique des Pays-Bas au même moment, avec sa politique tolérante bourgeoise, est d'autant plus frappante.

3. Le moment historique de dépendance de la Belgique

Lorsque l'Espagne s'est effondrée historiquement, c'est l'Autriche qui a pris possession de la Belgique, se transformant de « Pays-Bas espagnols » en « Pays-Bas autrichiens ». Cependant, ce n'était qu'un aspect de la dépendance qui se formait alors.

En effet, par le traité de la Barrière au début du 18^e siècle, les Provinces-Unies prirent possession de places-fortes en Belgique, avec le soutien massif de la Grande-Bretagne souhaitant contrer l'expansionnisme français et empêcher la France de se rapprocher d'elle géographiquement.

Cette situation était permise par l'importance des forces centrifuges et cléricales en Belgique. Ces forces purent même prendre la tête de la révolution brabançonne donnant naissance à des éphémères États-Belgiques-Unis en 1790, dans l'opposition à la politique absolutiste de l'empereur autrichien Joseph II.

Historiquement, c'est le clergé belge, associé à l'aristocratie hongroise, qui a scellé le sort de l'empire autrichien incapable de passer au stade de la monarchie absolue et de s'arracher à une puissante base féodale.

Naturellement, cette situation eut comme effet d'approfondir la Belgique en renforçant encore plus le clergé et la réaction générale, rendant le pays particulièrement vulnérable devant l'expansionnisme français.

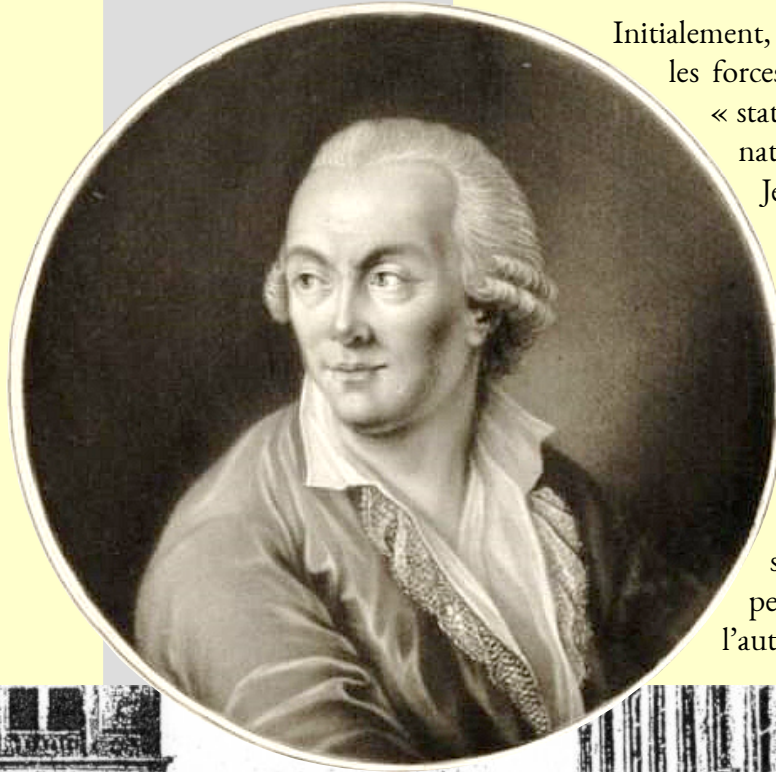
4. La grande crise nationale

Le moment historique de dépendance de la Belgique a tenu à la non-émergence d'un mouvement bourgeois de libération nationale contre l'empereur autrichien Joseph II. C'est la réaction qui a pris la direction de l'opposition à l'Autriche, cherchant à maintenir les privilèges urbains



maintenant une division interne du pays, ainsi que la position de force du clergé.

Comme l'intervention expansionniste française transportait également des valeurs liées à la révolution française, cela trouble profondément le cadre national historique belge existant alors.



Initialement, lors de l'épisode des États-Belgiques-Unis de 1790, les forces cléricales de Henri van der Noot, appelées les « statistes », s'étaient appropriées la question nationale, aux dépens des forces républicaines de Jean-François Vonck. Toutefois, lorsque la France prit le contrôle de la Belgique, tout d'abord en 1792, puis en 1794, des réformes anti-féodales furent réalisées, notamment aux dépens du clergé.

Cela signifie que la question démocratique a connu une réponse, de manière paradoxale, sur une base anti-nationale. En conséquence de quoi, d'un côté, il y eut une forte tendance à soutenir l'élan républicain français expansionniste permettant à la bourgeoisie de se développer, de l'autre il y eut une tendance à rejeter cette évolution,

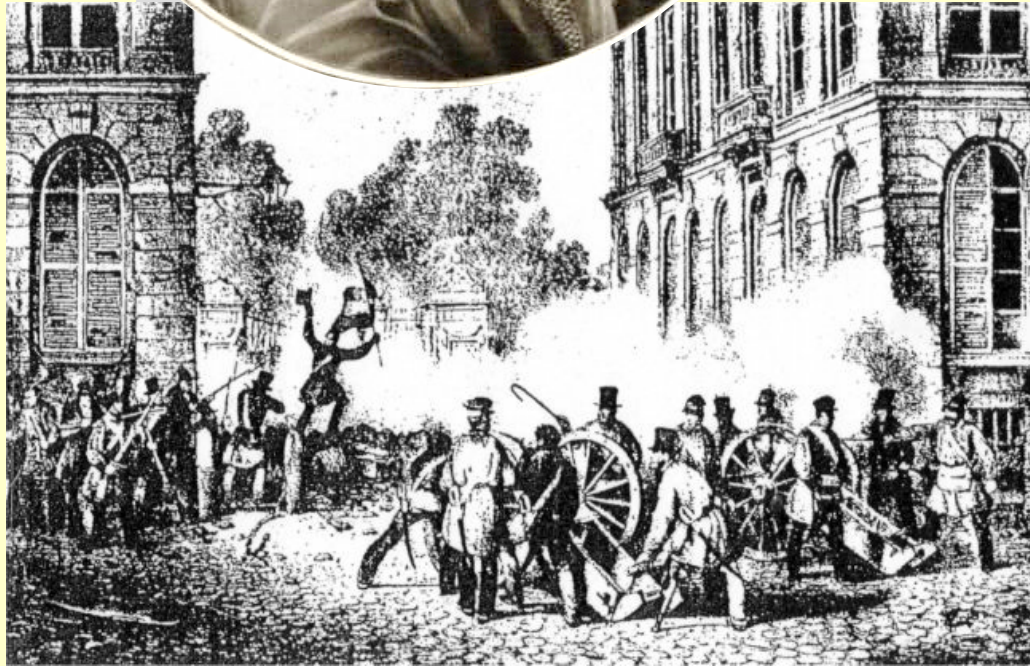
comme en témoigne l'épisode de la guerre menée par des secteurs des paysans flamands en 1789, mis en parallèle avec les matines de Bruges et la bataille des éperons d'or, lorsqu'au tout début du 14^e siècle, la tentative d'annexion du roi français Philippe le Bel fut mise en échec.

5. L'indépendance de la Belgique

Lors de l'effondrement napoléonien, la Grande-Bretagne voulait éviter à tout prix qu'une Belgique indépendante ne se forme, en

raison de la sympathie historique étant née pour la France dans une partie de la population. En conséquence, son annexion par les Pays-Bas fut organisée.

Cependant, si la partie belge avait une population plus nombreuse que la partie hollandaise – plus de 3,5 millions contre 2,5 millions – elle restait dès le départ politiquement et administrativement à l'écart du pouvoir organisant une dimension pratiquement coloniale.



En 1830, 1 ministre sur 7 était belge, 11 sur 117 hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur, 288 sur 1967 officiers de l'armée. Les Pays-Bas amenaient également une dette nationale de deux milliards, la Belgique n'en ayant que 30 millions.

La situation ne dura guère longtemps avant la bataille pour l'indépendance et on peut voir que lors de la révolution de 1830, il n'y avait que 17 bourgeois sur les 456 personnes tuées, et 41 bourgeois sur les 1226 blessés.

La base populaire belge commençait à s'affirmer historiquement, elle cherchait la voie pour une révolution démocratique, alors que le socialisme commençait à s'affirmer avec le développement du capitalisme et donc du prolétariat.

6. « La Belgique, ce paradis du libéralisme continental »

La révolution industrielle, avec les progrès de la manufacture et l'émergence des machines à vapeur, va transformer la Belgique, qui va devenir une plaque tournante avec la production de charbon.

Celle-ci, annuellement, passa de 2,6 millions de tonnes en 1831 à 10,6 en 1861, puis 22,7 en 1901. Cela signifie qu'au milieu du 19^e siècle, si la Belgique produisait bien moins de charbon que la Grande-Bretagne (45 millions de tonnes), elle dépassait déjà l'Allemagne et la France, produisant de leur côté seulement 3,5 et 3,4 millions de tonnes respectivement.

Alors que le transport par canaux avait été mis de côté (puisque l'accès à la mer passait par les Pays-Bas), dès 1870 il existait 863 km de lignes de chemin de fer possédées par l'État et 2 231 km par des compagnies privées ; en 1879, il y avait déjà 720 gares.

Karl Marx, dans *Le Capital*, notait ainsi au sujet de la Belgique :

« La Belgique, ce paradis du libéralisme continental, ne laisse voir aucune trace de ce mouvement [pour la réglementation de la journée de travail].

Même dans ses houillères et ses mines de métal, des travailleurs des deux sexes et de tout âge sont consommés avec une « liberté » complète, sans aucune limite de temps. Sur mille personnes employées il y a sept cent trente-trois hommes, quatre-vingt-huit femmes, cent trente-cinq garçons et quarante-quatre jeunes filles au-dessous de seize ans.

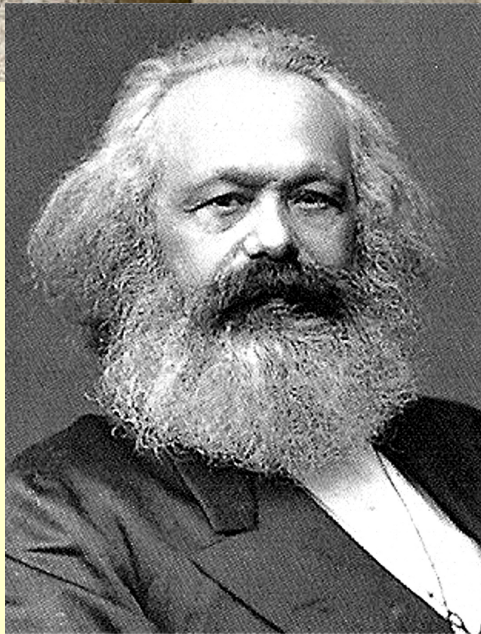
Dans les hauts fourneaux sur mille également, il y a six cent quatre-vingt-huit hommes, cent quarante-neuf femmes, quatre-vingt-dix-huit garçons et quatre-vingt-cinq jeunes filles au-dessous de seize ans. Ajoutons à cela que le salaire est peu élevé en comparaison de l'exploitation énorme des forces de travail parvenues ou non à maturité ; il est par jour en moyenne de deux shillings huit pence pour hommes, un shilling huit pence pour femmes et deux shillings six pence pour les garçons. Aussi la Belgique a-t-elle en 1863, comparativement avec 1850, à peu près doublé la quantité et la valeur de son exportation de charbon, de fer, etc. »



KARL MARX FEIERTE 1847/1848 IN DIESEM HAUS MIT DEM
 "DEUTSCHEN ARBEITERVEREIN" UND DER
 "ASSOCIATION DEMOCRATIQUE" SYLVESTER
 ER LEBTE VON FEBRUAR 1845 BIS MÄRZ 1848 IN BRÜSSEL

KARL MARX

LIVED IN BRUSSELS FROM FEBRUARY 1845 TO MARCH 1848
 HE CELEBRATED NEW YEAR'S EVE 1847/1848
 TOGETHER WITH THE "DEUTSCHER ARBEITERVEREIN"
 AND THE "ASSOCIATION DEMOCRATIQUE" IN THIS PLACE



7. Le pays d'origine du marxisme

La progression du capitalisme en Belgique impliquait naturellement l'apparition d'un prolétariat nombreux et concentré. Portant la démocratie, le prolétariat rentrait en confrontation directe avec la nature du régime né en 1830, la bourgeoisie ayant fait en sorte que l'indépendance n'accorde le droit de vote qu'à 44 000 personnes, dans le cadre d'une monarchie parlementaire.

Kautsky constate ainsi :

« Marx, en association avec Engels, vécut jusqu'en 1848 à Bruxelles. C'est là-bas qu'ils travaillèrent aux fondements de leur nouvel enseignement, c'est là-bas qu'ils réalisèrent le Manifeste communiste.

Dans la mesure où l'on veut qualifier un seul pays comme le pays d'origine du marxisme, la Belgique a le droit de réclamer cette dénomination pour elle.

Comme pays de transit, où se rencontraient les influences et idées allemandes, françaises, anglaises, la Belgique proposait le sol adéquat pour un enseignement international, qui unissait en une unité plus élevée la philosophie allemande, l'économie anglaise, l'esprit français de la révolution. »

Contrairement aux tentatives désordonnées, nombreuses, de révoltes éparpillées, comme l'insurrection wallonne de 1886, la social-démocratie née avec le Parti Ouvrier Belge en 1885 développa une ligne de masses aboutissant à de multiples grève politique de masse, en 1891, 1892, 1893, 1902 et 1913.

Dans ce cadre, l'un des écrits connus et diffusés massivement, à 300 000 exemplaires, fut le *Catéchisme du Peuple* d'Alfred Defuisseaux. Le résultat des campagnes ouvrières fut l'élargissement du droit de vote, le suffrage universel et égalitaire étant établi en 1913.

8. La faiblesse historique de la social-démocratie

Le problème de la social-démocratie, cependant, est que dans le cadre belge elle ne faisait que s'appliquer à appeler à réaliser les tâches démocratiques que la bourgeoisie n'avait pas été en mesure de vouloir appliquer, tout en s'imaginant qu'il s'agissait d'une dynamique socialiste.

Le Parti Ouvrier Belge ne fut pas en mesure de saisir réellement le marxisme ; il se positionnait seulement comme un parti authentiquement démocratique, comme on le constate avec ses positions pour l'éducation, alors qu'en 1866 la moitié de la population était encore analphabète, ainsi qu'en faveur des arts et contre l'alcool.

Il ne fut pas en mesure de tenir le choc face à l'intégration dans les institutions bourgeoises, comme l'exprima Rosa Luxembourg dans sa polémique de 1902-1903 avec Émile Vandervelde.

Rosa Luxembourg :

« L'écroulement soudain de la grande action de la classe ouvrière belge, vers laquelle étaient dirigés les regards de tout le prolétariat international, est un rude coup pour le mouvement de tous les pays (...).

Ce qui, avant tout, saute aux yeux lorsqu'on passe en revue la courte campagne des dernières semaines, c'est le manque d'une tactique claire et conséquente chez nos dirigeants belges.

Tout d'abord nous les voyons limiter la lutte au cadre de la Chambre. Bien qu'il n'y eût pour ainsi dire, dès le début, aucun espoir que la majorité cléricale capitulât, la fraction socialiste semblait ne pas vouloir proclamer la grève générale. Celle-ci éclata bien plus par la décision souveraine de la masse prolétarienne impatiente. (...).

Mais, la grève générale ayant éclaté d'elle-même, les chefs socialistes se déclarèrent immédiatement solidaires des masses ouvrières et de la grève générale, suprême moyen de lutte. *La grève générale jusqu'à la*





victoire, tel fut le mode d'ordre lancé par la fraction socialiste et par la direction du parti (...).

Le Peuple du 18 affirme : « La grève générale durera aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour conquérir le suffrage universel. » Le même jour, le Conseil général du Parti Ouvrier décida de continuer la grève générale, après le refus de révision par la Chambre. Le matin du 20 avril, l'organe central de Bruxelles s'exclama : « Continuer la grève générale, c'est sauver le suffrage universel. »

Et, le même jour, la fraction socialiste et la direction du parti, par une volte-face subite, décidèrent de cesser la grève générale (...).

Dès lors la seule voie permettant d'obtenir la dissolution du Parlement paraît être l'intervention auprès du roi. Ainsi s'enchevêtraient, se croisaient et s'entre-choquaient au cours de la récente campagne belge les différents mots d'ordre : obstruction au Parlement, grève générale, dissolution de la Chambre, intervention du roi. Aucun de ces mots d'ordre ne fut poursuivi jusqu'au bout et finalement toute la campagne fut étouffée d'un seul coup, sans aucune raison apparente, et les ouvriers furent renvoyés chez eux, consternés, les mains vides (...)

Ainsi la défaite finale apparaît comme la conséquence inévitable de la tactique de nos camarades belges. Leur action parlementaire est restée sans effet parce que la pression de la grève générale à l'appui de cette action fit défaut. Et la grève générale resta sans effet parce que, derrière elle, il n'y avait pas de spectre menaçant du libre essor du mouvement populaire, le spectre de la révolution.

En un mot, l'action extra-parlementaire fut sacrifiée à l'action parlementaire, mais, précisément à cause de cela, toutes les deux furent condamnées à la stérilité, et toute la lutte à l'échec.

L'épisode de la lutte pour le suffrage universel qui vient de se terminer représente un tournant dans le mouvement ouvrier belge.

Pour la première fois en Belgique, le parti socialiste entre dans la lutte, lié au Parti libéral par un compromis formel, et, tout comme la fraction ministérielle du socialisme français allié au radicalisme, il se trouva dans la situation de Prométhée enchaîné.

Nos camarades sauront-ils ou non se libérer de l'étreinte étouffante du libéralisme ?

De la solution de cette question dépend, nous n'hésitons pas à le dire, l'avenir du suffrage universel en Belgique et du mouvement ouvrier en général. »



9. L'anticapitalisme romantique catholique flamand

La Belgique n'a pas connu de révolution démocratique authentique, mais des multiples réformes accompagnant le développement du capitalisme. Le clergé et la religion se sont toujours maintenus, possédant un prestige certain après la séparation de la Hollande, dont le roi était protestant.

A cela s'ajouta un vaste mouvement romantique célébrant la « guerre des paysans » flamands contre l'occupant napoléonien, présentant la Belgique comme un bastion catholique dont les meilleurs défenseurs étaient la paysannerie flamande.

Or, cela se situait dans un contexte explosif, dans la mesure où la nation belge est née à travers le catholicisme et un processus de recatholicisation, la Peinture baroque flamande exprimant de manière ainsi contradictoire l'apologie de la religion et les traits nationaux belges naissants.

Cela se lit également parfaitement dans la position de Hendrik Conscience, premier véritable auteur flamand et considéré comme « celui qui a appris à lire à son peuple », dont l'œuvre la plus connue est *Le Lion des Flandres*.

Lorsqu'il publia son premier ouvrage en 1837, *In 't Wonderjaer* (En l'année merveilleuse 1566), il racontait la lutte contre l'opresseur espagnol et l'inquisition catholique. Mais les réimpressions supprimèrent toute critique du catholicisme, ce dernier ayant pris la tête idéologique de la paysannerie flamande.

Le libéralisme était présenté comme le « parti de la France » et la paysannerie flamande se voyait faire miroiter le moyen-âge idéalisé, le retour à la langue flamande et uniquement à elle étant présenté comme la seule solution pour avancer socialement et culturellement.

Cela était d'autant plus aisé que le français était devenu la langue des villes, ainsi que de toute la bourgeoisie, wallonne comme flamande. La reconnaissance administrative de la langue flamande, parlée par la majeure partie du peuple, était ainsi très lente, voire mise franchement de côté.

Ce mouvement en arrière-plan jouait un rôle fondamental dans la diffusion de la religion et d'un anticapitalisme romantique idéalisant le moyen-âge, contredisant les apparences de partis cléricale, libéral et socialiste unifié.

10. Le séparatisme bourgeois

Face aux revendications flamandes, dont la base était démocratique, mais l'expression réactionnaire, la bourgeoisie n'hésita pas à promouvoir la

HENRI CONSCIENCE LE LION DE FLANDRE LA BATAILLE DES EPERONS D'OR



logique de la division, de la séparation, craignant que les revendications faites ne l'affaiblissent.

Cette tendance fut exprimée, en 1912, dans la lettre du libéral devenu « socialiste » Jules Destrée au roi Albert Ier. On y lit entre autres :



« Veuillez oublier tout d'abord, Sire, que celui qui ose ainsi s'adresser à Vous est un député socialiste. Ce que je veux Vous dire, un catholique, un libéral pourrait Vous le dire, comme moi (...).

Laissez-moi Vous dire la vérité, la grande et horrifiante vérité : il n'y a pas de Belges. J'entends par là que la Belgique est un Etat politique, assez artificiellement composé, mais qu'elle n'est pas une nationalité. Elle date de 1830 (...).

La Flandre est, en grande majorité agricole ; la Wallonie est, en grande majorité, industrielle (...). La Flandre est en grande majorité catholique et, parfois, assez agressivement et basement catholique ; en Wallonie, au contraire, la foi n'est plus guère qu'une habitude et les libres penseurs sont très nombreux (...).

Une seconde espèce de Belges s'est formée dans le pays, et principalement à Bruxelles. Mais elle est vraiment peu intéressante. Elle semble avoir additionné les défauts des deux races, en perdant leurs qualités. Elle a pour moyen d'expression, un jargon innommable dont les familles Beulemans et Kakebroek

ont popularisé la drôlerie imprévue [il s'agit de personnages de l'écrivain Léopold Courouble]. Elle est ignorante et sceptique. Elle a pour idéal un confortable médiocre (...).

Non, Sire, il n'y a pas d'âme belge. La fusion des Flamands et des Wallons n'est pas souhaitable, et, la désrât-on, qu'il faut encore constater qu'elle n'est pas possible (...).

Ils [les Flamands] nous ont pris notre passé (...). Lorsque nous songeons au passé, ce sont les grands noms de Breydel, de Van Artevelde, de Marnix, de Anneessens qui se lèvent dans notre mémoire. Tous sont des Flamands ! Nous ignorons tout de notre passé wallon (...).

Ils nous ont pris nos artistes (...). Ils nous ont pris les emplois publics (...). Ils nous ont pris notre argent (...). Ils nous ont pris notre sécurité (...). Ils nous ont pris notre liberté (...). Ils nous ont pris notre langue (...). Le Flamand ne recule jamais. Il a la douce obstination du fanatisme. »

II. Le « mystère belge »

Le régime politique de la Belgique était une monarchie parlementaire permettant au capitalisme de se développer librement, tout en maintenant un clergé puissant et une monarchie dont le roi Léopold II fut le chef de l'initiative de coloniser de manière meurtrière le Congo, à la fin du 19^e siècle.

Dans leur ouvrage publié dans le cadre de la social-démocratie en 1911 sur Le mouvement ouvrier en Belgique, Henri de Man et Louis de Brouckère parlèrent ainsi de « mystère belge », qu'ils résumèrent ainsi :

« La Belgique est un pays économiquement très largement avancé, mais culturellement très en retard. C'est le pays le plus industriel du monde, mais il est dirigé par un parti clérical-agraire (...).

Nulle part ailleurs n'est le Parti Socialiste composé aussi exclusivement composé d'éléments prolétariens, mais l'esprit qui les domine ici est dans une certaine mesure encore plus petit-bourgeois que par exemple en France. »

Il est intéressant de voir que, par la suite, Henri de Man devint un adepte du « néo-socialisme » et soutiendra l'Allemagne nazie, alors que Louis de Brouckère prônera une union économique dite du BENELUX (Belgique, Nederland, Luxembourg), dans l'esprit de la future Union Européenne qui prendra justement par la suite Bruxelles comme capitale.

Tant chez Henri de Man que chez Louis de Brouckère, l'idée était qu'il fallait profiter d'un élan extérieur pour parvenir à dépasser les localismes et les particularismes propres à la Belgique et dues à l'anticapitalisme romantique renforçant tant le clergé que des structures locales dans l'esprit du moyen-âge.

Ce raisonnement fut effectué également et inversement par des forces ultras-catholiques liées à la Wallonie et représentées par le rexisme de Léon Degrelle, ainsi que par des forces pro-Pays-bas comme le Verdinaso de Joris van Severen en faveur d'une « Grande-Néerlande », et les forces séparatistes flamandes liées au VNV (Ligue nationale flamande).

12. La réponse à la question belge

Contrairement aux thèses de l'historien bourgeois Henri Pirenne, auteur de sept tomes prétendant faire de la Belgique une « civilisation nationale » née à la suite de Charlemagne, la Belgique est née avec l'établissement de la base capitaliste temporairement freinée par l'intervention espagnole.

Cette naissance a été incapable d'affirmer le cadre national en raison des rapports historiques avec Joseph II et Napoléon et la conséquence a été un profond développement inégal, la division





entre villes et campagnes s'accroissant aux dépens de la paysannerie flamande.

Les revendications démocratiques flamandes ont été cependant incapables de s'exprimer autrement que par des déformations idéalistes-séparatistes (Vlaams Blok, Vlaams Belang notamment) ou un basisme ultra-démocratique (AMADA, PTB notamment), permettant au libéralisme wallon de se maintenir au moyen de la ville de Bruxelles comme le garant de l'unité historique.

Le clergé, encore rémunéré par l'État à hauteur de pratiquement cent millions d'euros par an, accompagne cette stabilisation du régime à travers une instabilité notamment provoquée par le jeu des puissances impérialistes voisines, cherchant à satelliser la Belgique. Il est intéressant de voir que dans le domaine du cyclisme, l'entreprise ASO possédant le Tour de France soit approprié précisément les classiques Liège-Bastogne-Liège et la Flèche Wallonne.

Le séparatisme au service d'une satellisation, le maintien passif du régime dans le cadre de l'Union Européenne... ne masquent pas les besoins historiques d'une unification démocratique, passant par la séparation entière de l'État et de la religion, le dépassement des clivages administratifs par l'unification juridique passant par un bilinguisme absolu et systématique.

La bourgeoisie ayant échoué dans cette tâche, elle revient au socialisme. Les communistes doivent se fonder sur l'échec de 1950, lorsque malgré un mouvement des masses très important, le régime s'est maintenu alors que sa crédibilité avait été perdue. Ce maintien réactionnaire passa par le meurtre, en août 1950, du dirigeant communiste Julien Lahaut, une semaine après la cérémonie où le roi Baudouin vint prêter serment au Parlement alors que les communistes l'accueillaient aux cris de « vive la République ! ».

Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste
[Belgique]

1^{er} septembre 2016



GEORGI DIMITROV

LE FASCISME ET LA CLASSE OUVRIÈRE

(1935)

VII^e congrès de l'Internationale Communiste

Camarades !

Déjà le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste avertissait le prolétariat international de la maturation d'une nouvelle offensive fasciste et appelait à la lutte contre elle. Le Congrès indiquait que « des tendances fascistes et des germes du mouvement fasciste existent presque partout, sous une forme plus ou moins développée ».

Dans les conditions de la crise économique extrêmement profonde, de l'aggravation marquée de la crise générale du capitalisme, du développement de l'esprit révolutionnaire dans les masses travailleuses, le fascisme est passé à une vaste offensive.

La bourgeoisie dominante cherche de plus en plus le salut dans le fascisme, afin de prendre contre les travailleurs des mesures extraordinaires de spoliation, de préparer une guerre de brigandage impérialiste, une agression contre l'Union Soviétique, l'asservissement et le partage de la Chine et sur la base de tout cela de conjurer la révolution.

Les milieux impérialistes tentent de faire retomber tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Ils s'efforcent de résoudre le problème des marchés par l'asservissement des peuples faibles, par l'aggravation du joug colonial et par un nouveau partage du monde au moyen de la guerre.

C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Ils s'efforcent de devancer la montée des forces de la révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans et en lançant une agression militaire contre l'Union Soviétique, rempart du prolétariat mondial.



C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Dans une série de pays, notamment en Allemagne, ces milieux impérialistes ont réussi, avant le tournant décisif des masses vers la révolution, à infliger une défaite au prolétariat et à instaurer la dictature fasciste.

Mais ce qui est caractéristique pour la victoire du fascisme, c'est précisément la circonstance que cette victoire, d'une part, atteste la faiblesse du prolétariat, désorganisé et paralysé par la politique social-démocrate scissionniste de collaboration de classe avec la bourgeoisie, et, d'autre part, exprime la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui est prise de peur devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, prise de peur devant la révolution et n'est plus en état de maintenir sa dictature sur les masses par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise et de parlementarisme.

LE CARACTÈRE DE CLASSE DU FASCISME

Le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIII^e Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.

La variété la plus réactionnaire du fascisme, c'est le fascisme du type allemand, il s'intitule impudemment national-socialisme sans avoir rien de commun avec le socialisme allemand. Le fascisme allemand ce n'est pas seulement un nationalisme bourgeois, c'est un chauvinisme bestial. C'est un système gouvernemental de banditisme politique, un système de provocation et de tortures à l'égard de la classe ouvrière et des éléments révolutionnaires de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des intellectuels. C'est la barbarie médiévale et la sauvagerie. C'est une agression effrénée à l'égard des autres peuples et des autres pays.

Le fascisme allemand apparaît comme la troupe de choc de la contre-révolution internationale, comme le principal fomentateur de la guerre impérialiste, comme l'instigateur de la croisade contre l'Union Soviétique, la grande patrie des travailleurs du monde entier.

Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'État qui, prétendent, « se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie », ainsi que l'affirmait, par exemple, Otto Bauer. Ce n'est pas « la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'État », comme le déclarait le socialiste anglais Brailsford. Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels. Le fascisme en politique extérieure, c'est le chauvinisme sous sa forme la plus grossière, cultivant une haine bestiale contre les autres peuples.



Il est nécessaire de souligner avec une vigueur particulière ce véritable caractère du fascisme parce que le masque de la démagogie sociale a permis au fascisme d'entraîner à sa suite, dans une série de pays, les masses de la petite bourgeoisie désaxée par la crise, et même certaines parties des couches les plus arriérées du prolétariat, qui n'auraient jamais suivi le fascisme si elles avaient compris son caractère de classe réel, sa véritable nature.

Le développement du fascisme et la dictature fasciste elle-même, revêtent dans les différents pays des formes diverses, selon les conditions historiques sociales et économiques, selon les particularités nationales et la situation internationale du pays donné. Dans certains pays, principalement là où le fascisme n'a pas de large base dans les masses et où la lutte des différents groupements dans le camp de la bourgeoisie fasciste elle-même est assez forte, le fascisme ne se résout pas du premier coup à liquider le Parlement et laisse aux autres partis bourgeois, de même qu'à la social-démocratie, une certaine légalité. Dans d'autres pays, où la bourgeoisie dominante appréhende la proche explosion de la révolution, le fascisme établit son monopole politique illimité ou bien du premier coup, ou bien en renforçant de plus en plus la terreur et la répression à l'égard de tous les partis et groupements concurrents. Ce fait n'exclut pas, de la part du fascisme, au moment d'une aggravation particulière de sa situation, les tentatives d'élargir sa base et, sans changer d'essence de classe, de combiner la dictature terroriste ouverte avec une falsification grossière du parlementarisme.

L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise – par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave, qui empêcherait le prolétariat révolutionnaire de mobiliser les couches laborieuses les plus étendues de la ville et de la campagne pour la lutte contre la menace de la prise du pouvoir par les fascistes, et d'utiliser les contradictions existant dans le camp de la bourgeoisie elle-même. Mais c'est une faute non moins grave et non moins dangereuse de sous-estimer l'importance que revêtent,



pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, qui s'aggravent aujourd'hui dans les pays de démocratie bourgeoise, et qui écrasent les libertés démocratiques des travailleurs, falsifient et rognent les droits du Parlement, accentuent la répression contre le mouvement révolutionnaire.

Camarades, on ne saurait se faire de l'arrivée du fascisme au pouvoir l'idée simpliste et unie qu'un comité quelconque du capital financier déciderait d'instaurer à telle date la dictature fasciste. En réalité, le fascisme arrive ordinairement au pouvoir dans une lutte réciproque, parfois aiguë, avec les vieux partis bourgeois ou une portion déterminée d'entre eux, dans une lutte qui se mène même à l'intérieur du camp fasciste et qui en arrive parfois à des collisions armées, comme nous l'avons vu en Allemagne, en Autriche, et dans d'autres pays. Tout cela sans affaiblir cependant l'importance du fait qu'avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme. Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires, contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite.

Les chefs de la social-démocratie estompaient et cachaient aux masses le vrai caractère de classe du fascisme, ils n'appelaient pas à la lutte contre les mesures réactionnaires de plus en plus fortes de la bourgeoisie. Ils portent la grande responsabilité historique du fait qu'au moment décisif de l'offensive fasciste, une partie considérable des masses travailleuses, en Allemagne et dans une série d'autres pays fascistes, n'a pas reconnu dans le fascisme le rapace financier sanguinaire, leur pire ennemi, et du fait que ces masses n'ont pas été prêtes à la riposte.

Quelle est donc la source de l'influence du fascisme sur les masses ? Le fascisme réussit à attirer les masses parce qu'il en appelle, de façon démagogique, aux plus sensibles de leurs besoins et de leurs aspirations. Le fascisme ne se borne pas à attiser les préjugés profondément enracinés dans les masses; il joue aussi sur les meilleurs sentiments des masses, sur



leur sentiment de justice et parfois même sur leurs traditions révolutionnaires.

Pourquoi les fascistes allemands, ces laquais de la grande bourgeoisie et ces ennemis mortels du socialisme, se font-ils passer devant les masses pour des « socialistes »

et représentent-ils leur avènement au pouvoir comme une « révolution » ? Parce qu'ils visent à exploiter la foi dans la révolution, l'élan vers le socialisme, qui vivent au cœur des grandes masses travailleuses d'Allemagne.

Le fascisme agit dans l'intérêt des ultra-impérialistes, mais il se montre aux masses sous le masque de défenseur de la nation lésée et en appelle au sentiment national blessé, comme, par exemple, le fascisme allemand qui entraîna les masses derrière lui avec le mot d'ordre « Contre Versailles ! »

Le fascisme vise à l'exploitation la plus effrénée des masses, mais il aborde celles-ci avec une habile démagogie anticapitaliste, en exploitant la haine profonde des travailleurs pour la bourgeoisie rapace, les banques, les trusts et les magnats financiers, et en formulant les mots d'ordre les plus tentants au moment donné pour les masses politiquement frustes. En Allemagne : « l'intérêt général prime l'intérêt privé » ; en Italie : « notre État n'est pas, un État capitaliste, mais corporatif » ; au Japon : « pour un Japon sans exploitation » ; aux États-Unis : « pour le partage de la richesse », etc.

Le fascisme livre le peuple à la merci des éléments vénaux les plus corrompus, mais se présente devant lui en revendiquant un « pouvoir honnête et incorruptible ». En spéculant sur la profonde déception des masses à l'égard des gouvernements de démocratie bourgeoise, le fascisme s'indigne hypocritement contre la corruption (par exemple, les affaires Barmat et Sklarek en Allemagne, l'affaire Staviski en France, et une série d'autres)

Le fascisme capte, dans l'intérêt des cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie, les masses déçues qui abandonnent les vieux partis bourgeois. Mais il en impose à ces masses par la violence de ses attaques contre les gouvernements bourgeois, par son attitude intransigeante à l'égard des vieux partis de la bourgeoisie.

Dépassant en cynisme et en hypocrisie toutes les autres variétés de la réaction bourgeoise, le fascisme adapte sa démagogie aux particularités nationales de chaque pays et même aux particularités des différentes





couches sociales dans un seul et même pays. Et les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence, deviennent victimes de la démagogie sociale et chauvine du fascisme.

Le fascisme arrive au pouvoir comme le parti de choc contre le

mouvement révolutionnaire du prolétariat, contre les masses populaires en fermentation, mais il présente son avènement au pouvoir comme un mouvement « révolutionnaire » contre la bourgeoisie au nom de « toute la nation » et pour le « salut » de la nation. (Rappelons-nous la « marche » de Mussolini sur Rome, la « marche » de Pilsudski sur Varsovie, la « révolution » nationale-socialiste de Hitler en Allemagne, etc.)

Mais quel que soit le masque dont le fascisme s'affuble, sous quelque forme qu'il apparaisse, quelle que soit la voie qu'il emprunte pour arriver au pouvoir :

- Le fascisme est l'offensive la plus féroce du Capital contre les masses travailleuses.
- Le fascisme, c'est le chauvinisme effréné et la guerre de conquête.
- Le fascisme, c'est la réaction forcenée et la contre révolution.
- Le fascisme, c'est le pire ennemi de la classe ouvrière et de tous les travailleurs !

QU'EST-CE QUE LE FASCISME VAINQUEUR APORTE AUX MASSES ?

Le fascisme avait promis aux ouvriers un « juste salaire », mais, en fait, il leur a apporté un niveau de vie encore plus bas, un niveau de vie misérable. Il avait promis du travail aux chômeurs, mais, en fait, il leur a apporté des tortures de la faim encore plus pénibles, un travail forcé, un travail servile. En fait, il transforme les ouvriers et les chômeurs en parias de la société capitaliste sans aucun droit ; il détruit leurs syndicats ; il les prive du droit de faire grève et les empêche d'éditer la presse ouvrière ; il les embrigade de force dans les organisations fascistes ; il dilapide les fonds de leurs assurances sociales ; quant aux fabriques et aux usines, il en fait des casernes où règne l'arbitraire effréné des capitalistes.

Le fascisme avait promis à la jeunesse travailleuse de lui ouvrir largement la voie d'un brillant avenir. En fait, il a apporté les licenciements en masse de la jeunesse des entre prises, les camps de travail et le dressage militaire sans répit pour la guerre de conquête.

Le fascisme avait promis aux employés, aux petits fonctionnaires, aux intellectuels d'assurer leur subsistance, d'abolir la toute-puissance des trusts et la spéculation du capital bancaire. En fait, il leur a apporté une incertitude du lendemain et un désespoir plus grand encore; il les soumet à une nouvelle bureaucratie composée de ses partisans les plus dévoués. Il établit une dictature insupportable des trusts; il sème dans des proportions inouïes la corruption, la décomposition.

Le fascisme avait promis à la paysannerie ruinée, tombée dans la misère, de liquider le joug des dettes, d'abolir les fermages et même d'aliéner sans compensation les terres des propriétaires fonciers au profit des paysans sans terre et en train de se ruiner. En fait, il établit un asservissement inouï de la paysannerie laborieuse aux trusts et à l'appareil d'État fasciste, il pousse jusqu'aux dernières limites l'exploitation de la masse fondamentale de la paysannerie par les gros propriétaires fonciers, les banques et les usuriers.

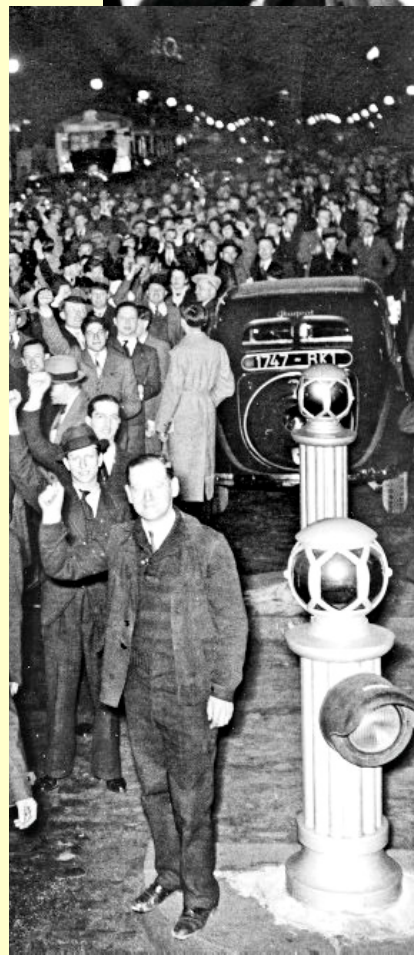
« L'Allemagne sera un pays agricole, ou elle ne sera pas », déclarait solennellement Hitler. Eh bien ! qu'est-ce que les paysans ont reçu en Allemagne, sous Hitler ? Le moratorium déjà annulé ? Ou la loi sur l'héritage de la ferme paysanne qui pousse à évincer des campagnes des millions de fils et de filles de paysans et à en faire des mendiants ? Les salariés agricoles sont convertis en demi-serfs, privés même du droit élémentaire de libre déplacement. La paysannerie laborieuse est privée de la possibilité de vendre sur le marché les produits de son exploitation.

Et en Pologne ?

« Le paysan polonais, écrit le journal polonais Czas, use de procédés et de troyens employés, peut-être, seulement à l'époque du Moyen Age; il fait couvrir le feu dans son poêle et le prête à son voisin, il divise les allumettes en plusieurs fragments, il emprunte de petits morceaux de savon noir, il fait bouillir des tonneaux à harengs pour obtenir de l'eau salée. Ce n'est pas là une fable, mais la situation réelle de la campagne, et chacun peut s'en convaincre. »

Or, ce ne sont pas les communistes qui écrivent ces choses, camarades, mais un journal réactionnaire polonais !

Encore n'est-ce pas tout, loin de là.



Le peuple de France
a voté
pour le pain, la paix,
la liberté !

DEUXIÈME ÉDITION

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
138, RUE MONTMARTRE, PARIS (2^e)
LE NUMÉRO : 30 CENTIMES

33^e ANNÉE. — N° 13.653
LUNDI 4 MAI 1936
DEUX ÉDITIONS

Fondateur : JEAN JAURÈS
Directeur : MARCEL CACHIN
SÉNATEUR DE LA SEINE



VICTOIRE!

Le Front Populaire triomphe !

DANS TOUT LE PAYS, DES MANIFESTATIONS PUISSANTES ET ENTHOUSIASTES GROUPANT DES DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ONT SUIVI LA PROCLAMATION DU SCRUTIN



Chaque jour, dans les camps de concentration de l'Allemagne fasciste, dans les sous-sols de la Gestapo, dans les cachots polonais, dans les Sûretés générales bulgare et finlandaise, dans la Glavniatch de Belgrade, dans la Sigouranza roumaine, dans les îles d'Italie, on fait subir aux meilleurs fils de la classe ouvrière, aux paysans révolutionnaires, aux champions d'un radieux

avenir de l'humanité, des violences et des brimades si répugnantes qu'elles font pâlir les agissements les plus infâmes de l'Okhrana tzariste. Le fascisme scélérat d'Allemagne transforme en une bouillie sanglante le corps des maris en présence de leurs femmes ; aux mères, il envoie par colis postal les cendres de leurs fils assassinés. La stérilisation est transformée en un instrument de lutte politique. Dans les salles de tortures, on injecte de force, aux antifascistes prisonniers, des substances toxiques, on leur brise les mains, on leur crève les yeux, on les suspend, on les gorge d'eau, on leur découpe le signe fasciste dans la chair.

J'ai sous les yeux le relevé statistique du S.R.I. – Secours Rouge International – concernant les hommes assassinés, blessés, arrêtés, estropiés et torturés en Allemagne, Pologne, Italie, Autriche, Bulgarie, Yougoslavie. Dans la seule Allemagne,

depuis l'accession des national-socialistes au pouvoir, il a été tué plus de 4200 personnes, on en a arrêté 317 800, blessés et soumis à de pénibles tortures 218 600 ouvriers, paysans, employés, intellectuels antifascistes, communistes, social-démocrates, membres des organisations chrétiennes de l'opposition. En Autriche, le gouvernement fasciste « chrétien », depuis les combats de février de l'année dernière, a assassiné 1900 ouvriers révolutionnaires, en a blessé et mutilé 10 000, arrêté 40 000. Et ce relevé est loin d'être complet !

Il m'est difficile de trouver les mots capables d'exprimer toute l'indignation qui s'empare de nous à l'idée des tourments que les travailleurs subissent aujourd'hui dans les pays fascistes. Les chiffres et les

faits que nous citons, ne reflètent même pas la centième partie du tableau véritable de l'exploitation et des tortures de la terreur blanche, dont est pleine la vie quotidienne de la classe ouvrière dans les différents pays capitalistes. Il n'est point de livres, si nombreux soient-ils, qui puissent donner une idée claire des férocités innombrables exercées par le fascisme sur les travailleurs.

C'est avec une émotion profonde et un sentiment de haine à l'égard des bourreaux fascistes que nous inclinons les drapeaux de l'Internationale Communiste devant la mémoire inoubliable de John Scheer, Fiete Schultz, Luttgens en Allemagne ; Koloman Wallisch et Munchreiter en Autriche ; Challay et Furst en Hongrie ; Kofardjiev, Lutibrodski et Voïkov en Bulgarie ; devant la mémoire des milliers et des milliers d'ouvriers, de paysans, de représentants des intellectuels progressistes, communistes, social-démocrates et sans parti, qui ont donné leur vie dans la lutte contre le fascisme.

Nous saluons de cette tribune le chef du prolétariat allemand et président d'honneur de notre congrès, le camarade Thaelmann. Nous saluons les camarades Rakosi, Gramsci, Antikainen. Nous saluons Thomas Mooney qui, depuis dix-huit ans déjà languit en prison, et les milliers d'autres prisonniers du Capital et du fascisme et nous leur disons : « Frères de lutte, frères d'armes, vous n'êtes pas oubliés. Nous sommes avec vous. Chaque heure de notre vie, chaque goutte de notre sang, nous le donnerons pour vous affranchir et affranchir tous les travailleurs du honteux régime fasciste. »

Camarades, Lénine nous avertissait déjà que la bourgeoisie réussirait peut-être à frapper d'une terreur féroce les travailleurs et à repousser pour un temps plus ou moins bref les forces croissantes de la révolution, mais que, de toute façon, elle ne réussirait pas à échapper à sa perte.

« La vie – écrivait Lénine – l'emportera. La bourgeoisie a beau se démener, s'exaspérer à en perdre la raison, dépasser toutes les bornes, commettre sottise sur sottise, se venger

d'avance des bolchéviks et s'efforcer de massacrer une fois de plus comme aux Indes, en Hongrie, en Allemagne et ailleurs des centaines de milliers de bolchéviks jeunes et vieux. Elle fait en agissant ainsi ce qu'ont toujours fait les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir



que l'avenir leur appartient, quoi qu'il arrive. C'est pourquoi nous pouvons et nous devons unir dans la grande lutte révolutionnaire l'ardeur la plus passionnée au sang-froid le plus grand et à l'estimation la plus froide des agitations forcenées de la bourgeoisie. » Lénine, *Œuvres*, t. XXXI, p. 81.

Oui, si nous-mêmes et le prolétariat du monde entier marchons d'un pas ferme dans la voie que nous indique Lénine, la bourgeoisie périra quoi qu'elle fasse.

LA VICTOIRE DU FASCISME EST-ELLE INÉVITABLE ?

Pourquoi et de quelle façon le fascisme a-t-il pu vaincre ? Le fascisme est le pire ennemi de la classe ouvrière et des travailleurs. Le fascisme est l'ennemi des neuf dixièmes du peuple allemand, des neuf dixièmes du peuple autrichien, des neuf dixièmes des autres peuples des pays fascistes. Comment, de quelle manière, ce pire ennemi a-t-il pu vaincre ?

Le fascisme a pu accéder au pouvoir avant tout parce que la classe ouvrière, par suite de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie que pratiquaient les chefs de la social-démocratie, s'est trouvée scindée, désarmée au point de vue politique et au point de vue de l'organisation, face à l'agression de la bourgeoisie. Quant aux Partis communistes, ils étaient insuffisamment forts pour soulever les masses, sans et contre la social-démocratie, et les conduire ainsi à la bataille décisive contre le fascisme.

En effet ! Que les millions d'ouvriers social-démocrates, qui, aujourd'hui, tout comme leurs frères communistes, éprouvent par eux-mêmes les horreurs de la barbarie fasciste, réfléchissent sérieusement: si, en 1918 au moment où éclata la révolution en Allemagne et en Autriche, le prolétariat autrichien et allemand n'avait pas suivi la direction social-démocrate d'Otto Bauer, de Friedrich Adler et de Renner en Autriche, d'Ebert et de Scheidemann en Allemagne, mais avait suivi la voie des bolchéviks russes, la voie de Lénine, le fascisme n'existerait aujourd'hui ni en Autriche, ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Hongrie, ni en Pologne, ni dans les Balkans. Ce n'est pas la bourgeoisie, mais la classe ouvrière qui serait depuis longtemps déjà maîtresse de la situation en Europe.

Prenons, par exemple, la social-démocratie autrichienne. La révolution de 1918 l'avait portée à une hauteur considérable. Elle détenait le pouvoir. Elle occupait de fortes positions dans l'armée, dans l'appareil d'État. En s'appuyant sur ses positions, elle pouvait tuer dans l'œuf le fascisme naissant. Mais elle a livré sans résistance les positions de la classe ouvrière l'une après l'autre. Elle a permis à la bourgeoisie de rendre son pouvoir plus fort, d'annuler la Constitution, d'épurer l'appareil d'État, l'armée et la police des militants social-démocrates, de retirer l'arsenal aux ouvriers. Elle a permis aux bandits fascistes d'assassiner impunément les ouvriers social-démocrates; elle a accepté les conditions du pacte de Hüttenberg qui ouvrait la porte des entreprises aux éléments fascistes. En même temps, les chefs de la social-démocratie bourraient le crâne aux ouvriers, à l'aide du programme de Lintz qui prévoyait le recours éventuel à la

violence armée contre la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, en les assurant que le Parti répondrait par l'appel à la grève générale et à la lutte armée si les classes dirigeantes usaient de violence à l'égard de la classe ouvrière. Comme si toute la politique de préparation de l'agression fasciste contre la classe ouvrière n'était pas une succession de violences, exercées contre elle, sous le voile des formes constitutionnelles. Même à la veille des batailles de février et pendant ces batailles, la direction de la social-démocratie autrichienne a laissé le Schutzbund, qui luttait héroïquement, isolé des grandes masses et elle a voué le prolétariat autrichien à la défaite.

Le victoire du fascisme était-elle inévitable en Allemagne ? Non, la classe ouvrière allemande pouvait la conjurer.

Mais, pour cela, elle aurait dû parvenir à réaliser le front unique prolétarien antifasciste, elle aurait dû obliger les chefs de la social-démocratie à cesser leur campagne contre les communistes et à accepter les propositions répétées du Parti Communiste sur l'unité d'action contre le fascisme.

Lors de l'offensive du fascisme et de la liquidation graduelle par la bourgeoisie des libertés démocratiques bourgeoises, elle n'aurait pas dû se contenter des résolutions verbales de la social-démocratie, mais répondre par une véritable lutte de masse, qui eût entravé les plans fascistes de la bourgeoisie allemande.

Elle aurait dû empêcher l'interdiction, par le gouvernement Braun-Severing, de l'Association de combattants rouges, établir entre cette association et la Reichsbanner, qui comptait près d'un million de membres, une liaison de combat et obliger Braun et Severing à armer l'une et l'autre pour riposter aux bandes fascistes et les écraser.

Elle aurait dû contraindre les leaders social-démocrates placés à la tête du gouvernement prussien à prendre des mesures de défense contre le fascisme, à arrêter les chefs fascistes, à interdire leur presse, à confisquer leurs ressources matérielles et les ressources des capitalistes qui finançaient le mouvement fasciste, à dissoudre les organisations fascistes, à leur enlever leurs armes, etc.

Puis, elle aurait dû obtenir le rétablissement et l'extension de toutes les formes d'assistance sociale et l'établissement d'un moratoire et de secours pour les paysans, en train de se ruiner sous l'effet des crises, en imposant les banques et-les trusts, afin de s'assurer de cette façon le soutien de la



paysannerie travailleuse. Cela n'a pas été fait par la faute de la social-démocratie d'Allemagne, et c'est pourquoi le fascisme a su vaincre.

La bourgeoisie et les nobles devaient-ils inévitablement triompher en Espagne, pays où se combinent si avantageusement les forces de l'insurrection prolétarienne et de la guerre paysanne ?

Les socialistes espagnols étaient au gouvernement dès les premiers jours de la révolution. Ont-ils établi une liaison de combat entre les organisations ouvrières de toutes les tendances politiques, y compris communistes, et anarchistes, ont-ils soudé la classe ouvrière en une organisation syndicale unique ? Ont-ils exigé la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, de l'Église, des couvents au profit des paysans, pour gagner ces derniers à la révolution ? Ont-ils tenté de lutter pour le droit des Catalans et des Basques à disposer d'eux-mêmes, pour l'affranchissement du Maroc ? Ont-ils procédé dans l'armée à l'épuration des éléments monarchistes et fascistes, pour préparer son passage du côté des ouvriers et des paysans ? Ont-ils dissous la garde civile, exécrée du peuple et bourreau de tous les mouvements populaires ? Ont-ils frappé le parti fasciste de Gil Robles, ont-ils porté des coups à l'Église catholique pour abattre sa puissance ? Non, ils n'ont rien fait de tout cela. Ils ont repoussé les propositions répétées des communistes sur l'unité d'action contre l'offensive de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et du fascisme. Ils ont voté des lois électorales qui ont permis à la réaction de conquérir la majorité des Cortès, des lois réprimant les mouvements populaires, des lois en vertu desquelles on juge actuellement les héroïques mineurs des Asturies. Ils ont fait fusiller par la garde civile les paysans en lutte pour la terre, etc.

C'est ainsi que la social-démocratie a frayé au fascisme la route du pouvoir et en Allemagne et en Autriche et en Espagne, en désorganisant et en divisant les rangs de la classe ouvrière.

Camarades, Le fascisme a vaincu aussi parce que le prolétariat s'est trouvé coupé de ses alliés naturels. Le fascisme a vaincu parce qu'il a réussi à entraîner à sa suite les grandes masses de la paysannerie, du fait que la social-démocratie pratiquait au nom de la classe ouvrière une politique en réalité anti-paysanne. Le

paysan avait vu se succéder au pouvoir une série de gouvernements social-démocrates qui, à ses yeux, personnifiaient le pouvoir de la classe ouvrière mais pas un d'entre eux n'avait résolu le problème de la misère paysanne, pas un d'entre eux n'avait donné la terre à la paysannerie. La social-



démocratie d'Allemagne n'avait pas touché aux propriétaires fonciers: elle entravait les grèves des ouvriers agricoles. Le résultat, c'est que ceux-ci, en Allemagne, bien avant l'accession de Hitler au pouvoir, abandonnèrent les syndicats réformistes et, dans la plupart des cas, passèrent aux Casques d'acier et aux national-socialistes.

Le fascisme a vaincu encore parce qu'il a réussi à pénétrer dans les rangs de la Jeunesse, du moment que la social-démocratie détournait la jeunesse ouvrière de la lutte de classe,

que le prolétariat révolutionnaire n'avait pas déployé parmi les jeunes le travail éducatif nécessaire et n'avait pas réservé une attention suffisante à la lutte pour ses intérêts et ses aspirations spécifiques. Le fascisme a su saisir le besoin d'activité combative, particulièrement vif chez les jeunes et il a entraîné une partie considérable d'entre eux dans ses détachements de combat. La nouvelle génération de la jeunesse masculine et féminine n'est pas passée par les horreurs de la guerre. Elle sent peser sur ses épaules tout le fardeau de la crise économique, du chômage et de l'effondrement de la démocratie bourgeoise. Faute de perspectives d'avenir, des couches considérables de jeunes se sont avérées particulièrement sensibles à la démagogie fasciste, qui leur dessinait un avenir tentant lors de la victoire du fascisme.

Dans cet ordre d'idées, nous ne pouvons omettre une série de fautes commises par les Partis communistes, fautes qui ont freiné notre lutte contre le fascisme.

Il y avait dans nos rangs une sous-estimation inadmissible du danger fasciste, sous-estimation, qui jusqu'à présent, n'est pas liquidée partout. Il y avait autrefois dans nos Partis des points de vue du genre de « l'Allemagne n'est pas l'Italie » ; autrement dit : le fascisme a pu vaincre en Italie, mais sa victoire est impossible en Allemagne. Ce pays étant un pays hautement développé sous le rapport de l'industrie, hautement cultivé, riche des traditions de quarante années de mouvement ouvrier, où le fascisme est impossible. Il y avait aussi des points de vue qui existent encore aujourd'hui, du genre de celui-ci: dans les pays de démocratie bourgeoise « classique », il n'y a pas de terrain pour le fascisme. Ces points de vue ont pu et peuvent contribuer à diminuer la vigilance à l'égard du danger fasciste et entraver la mobilisation du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.



On peut citer également de nombreux cas où les communistes ont été pris au dépourvu par le coup d'État fasciste. Souvenez-vous de la Bulgarie, où la direction de notre Parti a pris une position « neutre » et, au fond, opportuniste à l'égard du coup d'État du 9 juin 1923 ; de la Pologne où, en mai 1926, la direction du Parti Communiste, ayant apprécié d'une façon erronée les forces motrices de la révolution polonaise, n'a pas su distinguer le caractère fasciste du coup d'État de Pilsudski et s'est traînée à la queue des événements ; de la Finlande où notre Parti, se basant sur une idée fautive de la fascisation lente, graduelle, a laissé passer le coup d'État fasciste préparé par un groupe dirigeant de la bourgeoisie, coup d'État qui a pris le Parti et la classe ouvrière au dépourvu.

Alors que le national-socialisme était déjà devenu en Allemagne un mouvement de masse menaçant, il y avait des camarades, pour qui le gouvernement de Brüning était déjà celui de la dictature fasciste, et qui déclaraient avec morgue: « Si le « Troisième Reich » de Hitler arrive un jour, ce ne sera qu'à un mètre et demi sous terre, avec, au-dessus de lui, le pouvoir ouvrier vainqueur. »

Les communistes d'Allemagne ont longtemps sous-estimé la blessure du sentiment national et l'indignation des masses contre Versailles ; ils prenaient une attitude dédaigneuse à l'égard des flottements de la paysannerie et de la petite bourgeoisie ; ils tardaient à établir un programme d'émancipation sociale et nationale, et lorsqu'ils l'eurent formulé, ils n'ont pas su l'adapter aux besoins concrets et au niveau des masses ; ils n'ont pas même su le populariser largement dans les masses.

Dans plusieurs pays, on substituait à la nécessité de déployer la lutte de masse contre le fascisme des raisonnements stériles sur le caractère du fascisme « en général » et une étroitesse sectaire en ce qui concernait la manière de poser et de résoudre les tâches politiques d'actualité du Parti.

Camarades, si nous parlons des causes de la victoire du fascisme, si nous signalons la responsabilité historique de la social-démocratie pour la défaite de la classe ouvrière, si nous notons aussi nos propres erreurs dans la lutte contre le fascisme, ce n'est pas simplement parce que nous voulons fouiller le passé. Nous ne sommes pas des historiens détachés de la vie, nous sommes des combattants de la classe ouvrière, tenus de répondre à la question qui tourmente des millions d'ouvriers: Peut-on, et par quel moyen, prévenir la victoire du fascisme ? Et nous répondons à ces millions d'ouvriers : Oui, il est possible de barrer la route au fascisme. C'est parfaitement possible. Cela dépend de nous-mêmes, des ouvriers, des paysans, de tous les travailleurs.

La possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend avant tout de l'activité combative de la classe ouvrière



elle-même, de l'union de ses forces en une armée combative unique luttant contre l'offensive du Capital et du fascisme. Le prolétariat en réalisant son unité de combat, paralyserait l'action du fascisme sur la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes, la jeunesse et les intellectuels ; il saurait en neutraliser une partie et attirer l'autre à ses côtés.

Deuxièmement, cela dépend de l'existence d'un fort parti révolutionnaire, dirigeant de façon juste la lutte des travailleurs contre le fascisme. Un parti qui appelle systématiquement les ouvriers à reculer devant le fascisme et permet à la bourgeoisie fasciste de renforcer ses positions, un tel parti mènera inévitablement les ouvriers à la défaite.

Troisièmement, cela dépend de la juste politique de la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie et des masses petites-bourgeoises de la ville. Ces masses, il faut les prendre telles qu'elles sont, et non pas telles que nous voudrions les voir. C'est seulement dans le cours de la lutte qu'elles surmonteront leurs doutes et leurs hésitations; c'est seulement si nous prenons une attitude de patience à l'égard de leurs inévitables hésitations et si le prolétariat leur accorde son appui politique qu'elles s'élèveront à un degré supérieur de conscience révolutionnaire et d'activité.

Quatrièmement, cela dépend de la vigilance et de l'action du prolétariat révolutionnaire au bon moment. Ne pas permettre au fascisme de nous prendre au dépourvu, ne pas lui abandonner l'initiative, lui porter des coups décisifs, alors qu'il n'a pas encore su rassembler ses forces, ne pas lui permettre de se consolider, lui riposter à chaque pas là où il se manifeste, ne pas lui permettre de conquérir des positions nouvelles, comme tente de le faire avec succès le prolétariat français.

Voilà les principales conditions pour prévenir le progrès du fascisme et son accession au pouvoir.

LE FASCISME EST UN POUVOIR FÉROCE MAIS PRÉCAIRE

La dictature fasciste de la bourgeoisie, c'est un pouvoir féroce, mais précaire.

Quelles sont les causes essentielles de la précarité de la dictature fasciste ?

Le fascisme qui s'apprêtait à surmonter les divergences et les contradictions du camp de la bourgeoisie, aggrave encore davantage ces contradictions.

Le fascisme s'efforce d'établir son monopole politique en détruisant par la violence les autres partis politiques. Mais la présence du système capitaliste, l'existence des classes différentes et l'aggravation des contradictions de classe amènent inévitablement le monopole politique du fascisme à s'ébranler et à éclater. Ce n'est pas là le pays soviétique, où la dictature du prolétariat se réalise également à l'aide d'un parti sans



concurrent, mais où ce monopole politique répond aux intérêts des millions de travailleurs et s'appuie de plus en plus sur l'édification d'une société sans classes. Dans un pays fasciste, le parti des fascistes ne peut conserver longtemps son monopole, parce qu'il n'est pas en mesure de s'assigner pour tâche l'abolition des classes et des antagonismes de classe. Il

anéantit l'existence égale des partis bourgeois, mais une série d'entre eux continuent à exister illégalement. Quant au Parti Communiste, même dans les conditions de l'illégalité, il va de l'avant, il se trempe et guide la lutte du prolétariat contre la dictature fasciste. De cette façon, le monopole politique du fascisme doit éclater sous les coups des antagonismes de classe.

Une autre cause de la précarité de la dictature fasciste consiste en ceci que le contraste entre la démagogie anticapitaliste du fascisme et la politique d'enrichissement de la bourgeoisie

monopoliste par la pire des spoliations, permet de dénoncer plus facilement la nature de classe du fascisme et conduit à l'ébranlement et au rétrécissement de sa base de masse.

En outre, la victoire du fascisme provoque la haine profonde et l'indignation des masses, contribue au développement de l'esprit révolutionnaire dans leur sein et donne une puissante impulsion au front unique du prolétariat contre le fascisme.

En faisant une politique de nationalisme économique (autarcie) et en accaparant la plus grande partie du revenu national pour préparer la guerre, le fascisme mine toute l'économie du pays et aggrave la guerre économique entre les États capitalistes. Il confère aux conflits qui éclatent au sein de la bourgeoisie le caractère de collisions violentes et fréquemment sanglantes, ce qui sape la stabilité du pouvoir d'État fasciste aux yeux du peuple. Un pouvoir qui assassine ses propres partisans, comme on l'a vu le 30 juin de l'année dernière en Allemagne, un pouvoir fasciste contre lequel une autre partie de la bourgeoisie fasciste lutte les armes à la main (putsch national-socialiste en Autriche, interventions violentes de divers groupes fascistes contre le gouvernement fasciste en Pologne, en Bulgarie, en Finlande et dans d'autres pays), un tel pouvoir ne peut garder longtemps son autorité aux yeux des grandes masses petites bourgeoises.

La classe ouvrière doit savoir utiliser les contradictions et les conflits dans le camp de la bourgeoisie, mais elle ne doit pas nourrir l'illusion que le fascisme s'épuisera de lui-même. Le fascisme ne s'écroulera pas automatiquement. Seule, l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière



aidera à utiliser les conflits qui surgissent inévitablement dans le camp de la bourgeoisie, pour miner la dictature fasciste et la renverser.

En liquidant les restes de démocratie bourgeoise, en érigeant la violence déclarée en un système de gouvernement, le fascisme sape les illusions démocratiques et le prestige de la légalité aux yeux des masses travailleuses. Et cela à plus forte raison dans le pays où, comme par exemple en Autriche et en Espagne, les ouvriers ont lutté les armes à la main contre le fascisme. En Autriche, la lutte héroïque du Schutzbund et des communistes, en dépit de la défaite, a ébranlé dès le début la solidité de la dictature fasciste.

En Espagne, la bourgeoisie n'a pas réussi à passer aux travailleurs la muselière fasciste. Les combats armés d'Autriche et d'Espagne ont eu pour résultat que des masses de plus en plus grandes de la classe ouvrière prennent conscience de la nécessité d'une lutte de classe révolutionnaire.

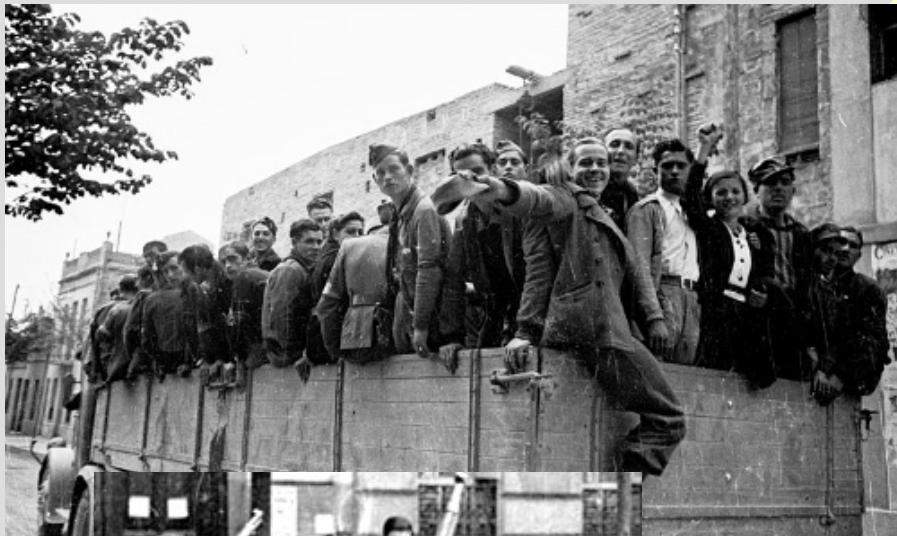
Seuls les philistins monstrueux, des laquais de la bourgeoisie comme le plus ancien théoricien de la II^e Internationale, Karl Kautsky, peuvent reprocher aux ouvriers d'avoir pris, voyez-vous, les armes en Autriche et en Espagne. Quel aspect aurait aujourd'hui le mouvement ouvrier d'Autriche et d'Espagne, si la classe ouvrière de ces pays s'était inspirée des conseils de trahison des Kautsky ? La classe ouvrière éprouverait dans ses rangs une profonde démoralisation.

« L'école de la guerre civile, dit Lénine, n'est pas vaine pour les peuples. C'est une dure école et son cours complet renferme inévitablement des victoires de la contre-révolution, le déchaînement des réactionnaires en furie, la répression sauvage du pouvoir ancien contre les insurgés, etc. Mais seuls les pédants invétérés et les esprits momifiés peuvent se lamenter à propos de l'entrée des peuples dans cette pénible école; cette école enseigne aux classes opprimées la conduite de la guerre civile, elle leur enseigne la révolution victorieuse, elle concentre dans la masse des esclaves modernes cette haine que les esclaves abêtis, abrutis, ignorants, recèlent en eux éternellement, et qui aboutit aux admirables prouesses historiques des esclaves parvenus à la conscience de l'opprobre de leur esclavage. » Lénine, *Œuvres*, t. XV, p. 160.

La victoire du fascisme en Allemagne, on le sait, a entraîné une nouvelle vague de l'offensive fasciste qui a abouti en Autriche à la provocation de Dollfuss, en Espagne à de nouvelles offensives de la contre-



révolution visant les conquêtes révolutionnaires des masses, en Pologne à la réforme fasciste de la Constitution, et, en France, a stimulé les détachements armés des fascistes à faire une tentative de coup d'État en février 1934. Mais cette victoire et la frénésie de la dictature fasciste ont provoqué le réflexe du front unique prolétarien contre le fascisme à l'échelle internationale.



L'incendie du Reichstag, qui fut le signal de l'offensive générale du fascisme contre la classe ouvrière, la mainmise sur les syndicats et les autres organisations ouvrières, et le pillage de ces organisations, les gémissements des antifascistes tourmentés sans répit qui nous parviennent des sous-sols des casernes et des camps de concentration fascistes, montrent aux masses avec la force de l'évidence à quoi a abouti le rôle scissionniste réactionnaire des

chefs de la social-démocratie allemande, qui avaient repoussé les propositions communistes de lutte en commun contre le fascisme agressif, et démontrent la nécessité d'unir toutes les forces de la classe ouvrière pour renverser le fascisme.

La victoire de Hitler a donné aussi une impulsion décisive à la réalisation du front unique de la classe ouvrière contre le fascisme en France. La victoire de Hitler n'a pas seulement éveillé chez les ouvriers la peur de partager le sort des ouvriers allemands; elle n'a pas seulement attisé en eux la haine des bourreaux de leurs frères de classe allemande, mais elle a encore affermi en eux la résolution de ne permettre en aucun cas dans leur pays ce qui est arrivé à la classe ouvrière d'Allemagne.

L'aspiration puissante au front unique dans tous les pays capitalistes montre que les leçons de la défaite ne sont pas perdues. La classe ouvrière commence à agir d'une façon nouvelle. L'initiative des Partis communistes pour organiser le front unique et l'abnégation sans réserve des communistes et des ouvriers révolutionnaires, dans la lutte contre le fascisme, ont eu pour conséquence de porter à un degré sans précédent l'autorité de l'Internationale Communiste. Dans le même temps, se développe la crise profonde de la II^e Internationale, qui s'est manifestée et accentuée avec un éclat particulier depuis la banqueroute de la social-démocratie allemande. Les ouvriers social-démocrates peuvent se convaincre avec de plus en plus d'évidence que l'Allemagne fasciste, avec toutes ses horreurs et sa barbarie, c'est, en fin de compte, le résultat de la politique social-démocrate de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Ces masses se rendent compte de plus en plus nettement que la voie où les chefs de la social-démocratie

allemande ont mené le prolétariat, ne doit pas être reprise. Jamais encore il n'y a eu dans le camp de la II^e Internationale un aussi grand désarroi idéologique qu'à l'heure actuelle. La différenciation s'opère à l'intérieur de tous les Partis social-démocrates. Dans leurs rangs se forment deux camps principaux : à côté du camp des éléments réactionnaires, qui s'efforcent par tous les moyens de maintenir le bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie et repoussent avec rage le front unique avec les communistes, commence à se former un camp d'éléments révolutionnaires, doutant de la justesse de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie, partisans de la réalisation du front unique avec les communistes et commençant, dans une mesure de plus en plus grande, à passer sur les positions de la lutte de classe révolutionnaire.

Ainsi, le fascisme qui est apparu comme le fruit de la décadence du système capitaliste, a agi en dernière analyse comme un facteur de décomposition ultérieure de ce système. Ainsi le fascisme qui s'est chargé d'enterrer le marxisme et le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, conduit lui-même, en conséquence de la dialectique de la vie et de la lutte de classe, au développement ultérieur des forces qui doivent creuser sa fosse, la fosse du capitalisme.

